

13 janvier

Feuilleton des Pétitions,n° 10

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 10

Vendredi 13 janvier 1832, la commission des pétitions fera son rapport sur les pétitions suivantes :

M. VAN DEN HOVE, rapporteur.

N° 227. Par pétition en date du 17 décembre 1831, Simon Reusimon, de Liège, sollicite le renvoi des gardes civiques dans leurs foyers.

N° 228. Par pétition en date du 12 décembre 1831,

Le sieur Thiry, bourgmestre de Villers-sur-Semois (Luxembourg), réclame fl. 186.60 c. pour logemens et transports fournis du 1^{er} juillet au 2 août 1831, au 3^e bataillon de tirailleurs francs, l'officier n'ayant remis ni les fonds ni les états exigés pour la liquidation.

N° 229. Par pétition en date du 29 novembre 1831,

Le sieur Buysens, fermier de harrières à Espietras (Hainaut), se plaint de ce que le tribunal de Courtrai acquitte trop facilement les contrevenans.

N° 230. Par pétition en date du 6 décembre 1831,

Cinq habitans du canton d'Andennes demandent

qu'il soit délivré des duplicata des quittances de l'emprunt de 12 millions.

N° 234. Par pétition en date du 19 décembre 1831,

Les sieurs Duchaine et Flaming fils, à Braine-le-Comte, signalent un abus grave résultant de l'admission de Hollandais, non naturalisés, aux emplois en Belgique.

N° 235. Par pétition en date du 8 décembre 1831,

Le sieur P. J. Laurent, fermier de barrières à Baugnies, réclame, vu la stagnation du commerce, contre l'élévation de son bail.

N° 237. Par pétition en date du 19 décembre 1831,

Le sieur Charles Lesecq, louageur de voitures à Malines, demande l'intervention de la Chambre pour être relevé d'une amende aux frais de barrières qu'il dit lui avoir été infligée injustement et dont il explique les motifs.

N° 238. Par pétition en date du 2 décembre 1831,

Neufhabitans de Bouillon demandent à la Chambre, ensuite de la séparation qui devra s'opérer dans leur province, que la ville de Bouillon devienne le chef-lieu de province.

N° 240. Par pétition du 17 décembre 1831,

Le sieur Scheys, à Bruxelles, réclame une indemnité pour les pillages et saccagemens exercés dans sa maison par les Hollandais dans les journées de septembre.

N° 241. Par pétition du 8 décembre 1831,

Les membres du comité de Virton, établi pour sur-

veiller les travaux de la route en construction entre Arlon et Virton , demandent l'allocation d'un subside de 5000 florins , pour l'achèvement de cette route.

N° 242. Par pétition en date du 20 octobre 1831,

La dame Élisabeth Dupont , à Cheratte (Liège), réclame l'intervention de la Chambre pour que son fils unique , mais enfant naturel , et par cela même désigné pour faire partie du 1^{er} ban de la garde civique , soit assimilé aux fils légitimes de veuves.

N° 243. Par pétition du 16 décembre 1831,

Le sieur Honoré Tricot réclame , 1° un emploi ou une pension , ayant été démissionné sous l'ancien gouvernement pour opinion politique , et 2° que la Chambre regarde comme illégale et non avenue la condamnation qu'il a subie de ce chef , et que l'amende qu'il a dû payer lui soit restituée.

N° 244. Par pétition du 17 décembre 1831,

Plusieurs habitans des communes d'Anseghem et Ghyselbrechteghem (Courtrai), et d'Elseghem , Peteghem et Worteghem (Audenarde), demandent une loi qui établisse des impôts sur la sortie du lin serancé et sur l'entrée du coton.

N° 248. Par pétition du 17 décembre 1831,

Les sieurs Gérard Fallon et Watelet-Stevenart , distillateurs à Namur , exposent à l'appui de leur précédente pétition , pour réclamer une nouvelle loi sur les distilleries , une nouvelle circonstance qui leur est personnelle.

N° 249. Par pétition du 12 décembre 1831 ,

Le sieur Max. Van Ackerc, à Menin, propriétaire d'une maison de onze ménages d'ouvriers, demande en substance que les juges-de-paix et même les commissaires de police, soient autorisés à connaître des demandes en expulsion de locataires et demandes en résiliation de baux, sur le défaut de paiement de loyers.

Même demande de 44 habitans de Courtrai.

N° 252. Par pétition du 15 décembre 1831 ,

Le sieur J. J. Mengens à Anvers, réclame une indemnité pour privation de sa propriété, et pertes essayées de la part de l'autorité militaire.

N° 253. Par pétition du 17 décembre 1831 ,

La régence de la commune de Laerne (Termonde), demande qu'une loi affranchisse les communes de la responsabilité que fait peser sur elles la loi du 10 vendémiaire an IV.

N° 257. Par pétition du 6 décembre 1831 ,

21 habitans de Kermpt, se plaignent d'une injuste répartition des logemens militaires, d'avec les communes voisines, ainsi que de l'indemnité accordée pour chaque homme, qu'ils disent insuffisante.

N° 263. Par pétition du 19 décembre 1831 ,

Jacques Van Ronsbeek, à Bruxelles, au nom de neuf bateliers arrêtés avec leurs bateaux par ordre du commandant militaire de Venlo, lors de la prise de cette forteresse, réclame une indemnité pour cette inaction forcée.

N° 264. Par pétition du 23 décembre 1831,

Le sieur Fretin, à Bruxelles, réclame une place d'huissier ou de messenger de la Chambre des représentans qu'il a perdue en combattant sous les drapeaux au mois d'août 1831.

N° 265. Par pétition du 21 décembre 1831,

Le sieur Constantin Moxhon présente une notice relative à l'agriculture des provinces de Namur et de Liège.

N° 266. Par pétition du 21 décembre 1831,

Le sieur J.-B. Thauvoye, à Paturage, demande l'abrogation des arrêtés de l'ex-roi qui assimilent les chevaux et voitures des médecins et chirurgiens aux chevaux et voitures de luxe.

N° 267. Par pétition du 7 décembre 1831,

Le conseil de régence de la commune d'Aubel, demande une disposition législative qui transporte sur l'État, la responsabilité que la loi du 10 vendémiaire an IV impose aux communes.

N° 272. Par pétition du 21 décembre 1831,

Le sieur Incolle, à Ixelles, adresse un mémoire pour obvier aux abus et aux inconvéniens que présente le service des ponts à bascules.

N° 273. Par pétition du 6 décembre 1831,

Le conseil communal à Hofstade, district d'Alost, se plaint de ce que l'administration des ponts et chaussées veuille rendre la commune responsable d'une coupure faite au chemin de hallage au canal d'Alost, par une réunion de quatre individus, et demande qu'on applique à ces individus la disposition du code pénal, livre 3, titre 2.

N° 230. Par pétition du 5 décembre 1831,

Dix-neuf habitans d'Anvers demandent que les indemnités qui reviennent aux particuliers du chef de pillages et incendies commis pendant la révolution constituent une dette de l'État.

M. DUMORTIER, rapporteur.

N° 231. Par pétition du 18 décembre 1831,

Le sieur Tellier, raffineur de sucre à Elouges, (Hainaut), demande que l'accise sur les sucres soit réduite à 6 florins par 100 livres, et que la restitution n'ait lieu que pour les exportations par mer et vers l'Allemagne.

N° 232. Par pétition du 19 décembre 1831,

Le sieur Robberechts, huissier à Bruxelles, sollicite une nouvelle loi sur les saisies-exécutions.

N° 233. Par deux pétitions en date des 23 et 26 novembre 1831,

Les communes de Herdersem et de Meerbeke (Flandre orientale), demandent l'établissement d'un tribunal de première instance à Alost.

N° 236. Par pétition du 18 décembre 1831,

Deux sous-lieutenans et un fourrier du premier ban de la garde civique de Barvaux, se plaignent de l'inaction dans laquelle on laisse la garde civique du District de Marche.

N° 239. Par pétition du 9 décembre 1831,

Le sieur Van Derdoodt à Tubise, appelle l'attention de la Chambre sur les dispositions exceptionnelles qui frappent les entreprises des transports réguliers par terre et par eau.

N° 245. Par pétition du 17 décembre 1831,

Plusieurs habitans de Bruyelles (Hainaut), demandent que la contribution personnelle soit remplacée par un autre impôt, dont la base soit plus juste et prête moins à l'arbitraire, ou si cette contribution continue pour 1832, que l'on fasse rectifier le rôle de leur commune.

N° 246. Par pétition du 12 décembre 1831,

Sept habitans de diverses communes du Luxembourg demandent l'exemption du droit de barrières, en faveur des voitures qui transportent les pierres à faire de la chaux pour l'agriculture.

N° 247. Par pétition du 15 décembre 1831,

Le sieur Breitbach, ex-sous-lieutenant au bataillon de tirailleurs francs, expose sa triste situation, et ne pouvant rentrer dans ses foyers, il sollicite l'intervention de la Chambre à l'effet de le faire réintégrer dans son grade ou lui donner une indemnité.

N° 250. Par pétition du 15 décembre 1831,

Dix-neuf fabricans de tabac et négocians en denrées coloniales, à Liège, demandent qu'il soit établi une 2^e ligne de douanes autour de Maestricht.

N° 251. Par pétition du 15 décembre 1831,

Cinq particuliers de Liège et Chenée soumettent des observations relatives à la loi sur les sels.

N° 254. Par pétition du 2 décembre,

La régence et les habitans de Walcourt réclament contre la suppression demandée de la justice de paix de Walcourt.

(8)

N° 255. Par deux pétitions en date des 21 et 25 novembre 1831,

Les habitans des communes d'Erondeghem et Burst (Alost), demandent que lors de la nouvelle circonscription judiciaire, il soit établi un tribunal civil à Alost.

N° 256. Par pétition du 19 novembre 1831,

La régence de Tournay demande que cette ville devienne le siège d'une cour criminelle.

N° 258. Par pétition du 16 décembre 1831,

Les communes de Boulers et Forges (Hainaut) demandent que le tarif des douanes belges sur l'importation des poteries de France soit établi au taux du tarif français sur les poteries belges.

N° 259. Par pétition du 25 mai 1831,

Les habitans des communes de Doel, Kieldrecht, et Vracène (St.-Nicolas) demandent qu'il soit établi un tribunal civil à St.-Nicolas.

N° 260. Par pétition du 21 décembre 1831,

Le sieur Van Loon à Louvain, demande à la Chambre une loi relative aux logemens militaires.

N° 261. Par pétition du 20 décembre 1831,

Le sieur Van Ruymbeke, chirurgien à Dixmude, demande le paiement de l'indemnité qui lui a été accordée pour vaccinations opérées par lui.

N° 262. Par quatre pétitions en date des 15, 17, 19 et 20 décembre 1831,

Les conseils de fabriques de diverses églises de

Tournay, se plaignent de nouvelles vexations que leur suscite l'administration des domaines.

N° 268. Par pétition du 13 décembre 1831,

Le sieur Boutens, à Bruges, réclame le paiement d'une créance qui date du gouvernement autrichien, le traité de Londres du 15 novembre 1830, ayant mis à la charge de la Belgique la dette austro-belge.

N° 269. Par deux pétitions des 26 et 27 mai 1831,

Les habitans des communes de Thielrode et Senay (St.-Nicolas) demandent qu'il soit établi un tribunal civil à St.-Nicolas.

N° 270. Par pétition du 22 décembre 1831,

Le sieur Schewartz d'Hooghe, sous-lieutenant au 1^{er} bataillon de tirailleurs francs, demande sa réintégration dans son grade ou sa mise en non activité.

N° 271. Par pétition du 23 décembre 1831,

Le sieur Reusimon, de Liège, demande qu'on regarde comme étant au service de la Belgique, les militaires partis pour Java et qui n'ont pas encore rejoint la mère-patrie.

N° 274. Par pétition du 29 novembre 1831,

Les habitans des communes d'Osseghem et Idderghem, demandent que lors de la nouvelle organisation judiciaire, il soit établi un tribunal de première instance à Alost.

N° 275. Par pétition du 26 décembre 1831,

Les conseils de fabriques des églises de Liège se

plaignent des vexations qu'ils éprouvent de la part de l'administration des domaines.

N° 276. Par pétition du 23 décembre 1831,

L'administration communale de Nederbrakel, district d'Audenaerde, demande que lors de la nouvelle circonscription judiciaire, les communes de Elst, Segelsem, Michelbeke et Maria Audenhove soient comprises dans le canton de Nederbrakel.

N° 277. Par deux pétition des 30 mai et 6 juin 1831,

Les conseils communaux et les habitans des communes de St.-Paul et Rupelmonde, district de St.-Nicolas, demandent, lors de la nouvelle circonscription judiciaire, un tribunal civil à St.-Nicolas.

N° 278. Par pétition du 21 décembre 1831,

Le sieur A. J. Gourdin, notaire et premier assesseur à Velaines (Tournay), demande l'exemption de la milice pour son second fils, le premier étant mort au champ d'honneur, et le troisième étant encore sous les drapeaux.

N° 279. Par pétition du 22 décembre 1831,

Des fabricans de toiles à carreaux, de Bruges, déclarent que l'exportation, sans droit, du fil de lin écru, leur est préjudiciable.

N° 281. Par pétition du 26 décembre 1831,

Douze gardes civiques du canton d'Alost réclament le restant de la solde qui leur est dû pour le temps qu'ils ont été en activité.

N° 282. Par pétition du 28 décembre 1831,

Le sieur Lubin adresse une dissertation sur un

nouveau spécifique, à l'appui de sa précédente pétition.

N° 283. Par pétition du 26 décembre 1831,

Le sieur Duflos, instituteur à Liège, réclame une indemnité pour la perte de son épouse occasionée par l'émeute du 2 septembre.

N° 284. Par pétition du 27 décembre 1831,

Le sieur Hagherman, avocat à Gand, se plaint du retard qu'éprouve la décision de la cour supérieure militaire dans l'affaire de Pierre Aepers, prévenu d'espionnage.

N° 285. Par pétition du 24 décembre 1831,

Le sieur Pettens de Louvain, demande qu'il n'y ait plus qu'une seule université, celle de Louvain.

N° 286. Par pétition du 27 décembre 1831,

Le sieur Welter, à Namur, demande l'autorisation de faire citer le procureur du roi de Bruxelles.

N° 287. Par pétition du 20 décembre 1831,

La régence de Meerssen demande que le ministre de la guerre s'occupe sans délai, de la liquidation de ses prétentions du chef de prestations militaires.

N° 288. Par pétition du 28 décembre 1831,

Camille de Tornaco, se plaint d'être détenu arbitrairement dans la prison de Namur et demande sa mise en liberté.

N° 290. Par pétition du 28 décembre 1831,

Les sieurs Fleurand et Carlier, capitaines du ba-

taillon de tirailleurs, s'adressent à la Chambre pour obtenir la justice que M. le ministre de la guerre leur refuse.

N° 291. Par pétition du 21 décembre 1831,

Plusieurs habitans de Termonde et de Grembergen demandent une indemnité pour les arbres abattus par ordre du génie militaire dans le rayon des fortifications.

N° 292. Par pétition du 27 décembre 1831,

L'avocat Henry, à Furnes, présente des observations sur le cours de monnaies.

N° 293. Par pétition du 15 décembre 1831,

Le sieur Lemaire, à Namur, présente un mémoire sur des moyens d'économie et de justice distributive.

N° 295. Par pétition du 18 décembre 1831,

Plusieurs sauniers d'Antoing adressent des observations sur la nouvelle loi sur le sel.

N° 296. Par pétition sans date,

La fabrique de l'église de Marquain (Tournay), demande justice du dépouillement qu'elle a essuyé sous l'ancien gouvernement de plus de 400 ares de terre de la part de l'administration des domaines.

M^r, rapporteur.

N° 297. Par pétition du 20 décembre 1831,

Neuf entrepreneurs de messageries de Louvain et Diest, réclament contre le droit de 25 centimes par poste et par cheval, perçu par les maîtres de poste.

N° 298. Par pétition du 23 décembre 1831,

Trente négocians et habitans de la ville de Menin, demandent un canal qui, joignant l'Escaut à la Lys, se prolonge jusqu'à Ypres, et s'opposent au projet du canal de Roubaix à l'Escaut.

N° 299. Par pétition du 29 décembre 1831,

Le sieur Isid. Grenier, à Brugelette (Hainaut), demande que les budgets et comptes des bureaux de bienfaisance et des fabriques soient assimilés aux budgets et comptes communaux.

N° 300. Par pétition du 28 décembre 1831,

Le sieur Corneille Boon, ancien garde de la forêt de Soignes, à Notre-Dame-aux-Bois, lez-Bruxelles, réclame sa pension sur la caisse de retraite.

N° 301. Par pétition du 29 décembre 1831,

Quatre aubergistes de Gand réclament contre l'amendement qui établit que toutes les cheminées paieront, même celles au-dessus du nombre douze.

N° 302. Par pétition du 26 décembre 1831,

L'administration communale d'Obourg demande que l'église de ce lieu soit érigée en succursale.

M. JONET, rapporteur.

N° 289. Par pétition du 20 décembre 1831,

Le sieur Lagasse père, avocat à Nivelles, présente des observations sur la loi du jury.

N° 294. Par pétition du 24 décembre 1831,

La régence de la ville de Mons adresse plusieurs pièces à l'appui de sa réclamation, en date du 9 courant.